

PRINCIPALES ACTIVITES PAR SECTEUR

a) LE SECTEUR DE SOUVERAINETE

Au cours de l'année 2007, ce secteur a connu une activité normative importante.

AU TITRE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Il convient de signaler ce qui suit :

- Désignation des membres de la commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'Homme (**JO N°2**).
- Attribution de la médaille de l'Ordre du mérite national au rang de "Athir" (**JO N°3, 37, 57, 66**).
- Attribution de la médaille de l'Ordre du mérite national au rang de "Ahid" (**JO N°48**).
- Attribution de la médaille de l'Ordre du mérite national au rang de "Djadir" (**JO N°48**).
- Mesures de grâce à l'occasion de l'Aid El Adha, la journée de la Femme et du Mawlid Ennabawi (**JO N°79, 16, 22**).
- Mesures de grâce à l'occasion du quarante-cinquième (45ème) anniversaire de la fête de l'indépendance au profit des détenus ayant obtenu des diplômes d'enseignement ou de formation (**JO N°44**).
- Désignation du coordonnateur, et création de la commission politique nationale de surveillance des élections législatives du 17 mai 2007 (**JO N°25**).
- Fin de fonctions du Chef du Gouvernement et des membres du Gouvernement (**JO N°36**).
- Nomination du Chef du Gouvernement et des membres du Gouvernement (**JO N°37**).

- Chargeant le Chef du Gouvernement et certains membres du Gouvernement de l'intérim des ministres et ministres délégués élus membres de l'Assemblée populaire nationale (**JO N°36**).
- Fixation de la liste des agents publics astreints à la déclaration de patrimoine (**JO N°25**).
- Placement en position d'activité auprès de la Présidence de la République de certains personnels relevant du corps des architectes spécifiques au ministère de l'habitat (**JO N°32**).

AU TITRE DU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

L'activité normative s'est caractérisée par la publication de textes portants :

- Approbation de l'ordonnance relative aux incompatibilités et obligations particulières attachées à certains emplois et fonctions (**JO N°26, 16**).
- Adoption de la grille indiciaire des traitements et le régime de rémunération des fonctionnaires (**JO N°61**).
- Adoption du mode de rémunération applicable aux fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions supérieures de l'Etat (**JO N°61**).
- Fixation du régime indemnitaire des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions supérieures de l'Etat (**JO N°61**).
- Fixation des modalités d'attribution de la bonification indiciaire aux titulaires de postes supérieurs dans les institutions et administrations publiques (**JO N°61**).
- Fixation des modalités de recrutement des agents contractuels, leurs droits et obligations, les éléments constitutifs de leur rémunération, les règles relatives à leur gestion ainsi que le régime disciplinaire qui leur est applicable (**JO N°61**).
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance de l'Imprimerie Officielle (**JO N°21**).
- Renouvellement de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de la direction générale de la fonction publique (**JO N°29**).

AU TITRE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL :

Il convient de signaler ce qui suit :

- Publication de la composition nominative du Conseil constitutionnel (**JO N°72**).
- Annulation du scrutin dans les wilayas de Djelfa et Constantine pour le renouvellement de la moitié des membres du conseil de la nation (**JO N°4**).
- Proclamation des résultats du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation (**JO N°4, 10**).
- Contestation des résultats du scrutin du 28 décembre 2006 dans les wilayas de M'sila et de Saida pour le renouvellement de la moitié des membres élus du conseil de la nation (**JO N°10**).
- Proclamation des résultats du 17 mai 2007 de l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale (**JO N°45**).
- Annulation du scrutin du 17 mai 2007 au bureau de vote de Halima Essaâdia de la wilaya de Souk Ahras (**JO N°45**).
- Promulgation d'une décision relative au remplacement des députés à l'Assemblée populaire nationale (**JO N°45**).
- Promulgation d'une décision relative à la vacance d'un siège de député à l'Assemblée populaire nationale (**JO N°75**).
- Contrôle de conformité de la loi organique portant report des élections pour le renouvellement des assemblées populaires communales et de wilayas issues des élections du 10 octobre 2002 et des élections partielles du 24 novembre 2005 à la Constitution (**JO N°48**).
- Contrôle de conformité de la loi organique relative au régime électoral à la Constitution (**JO N°48**).

AU TITRE DE LA COUR DES COMPTES :

Institution d'un régime indemnitaire au profit des vérificateurs financiers de la Cour des comptes (**JO N°23**).

AU TITRE DU CONSEIL SUPERIEUR DE LA LANGUE ARABE

- Fixation des tâches et la classification des postes de travail correspondant aux différents grades d'ouvriers professionnels, conducteurs d'automobile et appariteurs, spécifiques au Conseil supérieur de la langue arabe (JO N°12).

AU TITRE DU CONSEIL DE LA MAGISTRATURE

- Délibération du règlement intérieur du conseil supérieur de la magistrature (JO N°15).
- Délibération de la Charte de déontologie du magistrat (JO N°17).

AU TITRE DU CONSEIL DE LA NATION:

Il convient de signaler ce qui suit :

- Désignation des membres du Conseil de la Nation (JO N°75).

AU TITRE DES SERVICES DU CHEF DU GOUVERNEMENT:

L'activité normative s'est caractérisée par la publication de textes portants :

- Déclaration d'utilité publique pour l'opération relative à la réalisation de la nouvelle résidence d'Etat et des structures d'accompagnement aux Dunes, commune de Chéraga, wilaya d'Alger (JO N°35).
- Autorisation aux membres du Gouvernement à déléguer leur signature (JO N°39).
- Renouvellement de la composition de la commission du personnel compétente à l'égard des corps des fonctionnaires des services du délégué à la planification (JO N°52).

AU TITRE DE L'AGENCE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DE L'INVESTISSEMENT :

- Convention d'investissement entre l'agence nationale de développement de l'investissement, par abréviation "A.N.D.I." et la société internationale Eddar (SIDAR) (JO N°7).

- Convention d'investissement entre l'agence nationale de développement de l'investissement, par abréviation "A.N.D.I." et Algérie Télécom Mobile Mobilis, par abréviation "ATM Mobilis SPA" (**JO N°7**).
- Convention d'investissement entre l'agence nationale de développement de l'investissement, par abréviation "A.N.D.I." et Hamma Water Desalination SPA, par abréviation "HWD SPA" (**JO N°7**).
- Convention d'investissement entre l'agence nationale de développement de l'investissement, par abréviation "A.N.D.I." et AGUAS DE SKIKDA SPA, par abréviation "ADS SPA" (**JO N°7**).
- Convention d'investissement entre l'agence nationale de développement de l'investissement, par abréviation "A.N.D.I." et KAHRAMA SPA, société par actions de droit algérien (**JO N°7**).
- Convention d'investissement entre l'agence nationale de développement de l'investissement, par abréviation "A.N.D.I." et National Mobile Telecommunications Company (K.S.C) (**JO N°7**).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE:

L'activité normative de ce secteur s'est caractérisée par la publication de textes portants :

- Détachement, au titre de l'année universitaire 2006-2007 auprès de l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat, de deux enseignants relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (**JO N°8**).
- Renouvellement de détachement de présidents de tribunaux militaires permanents (**JO N°33**).
- Renouvellement de détachement du président du tribunal militaire permanent d'Oran/2ème région militaire (**JO N°48**).
- Renouvellement du détachement du président du tribunal militaire permanent de Tamenghasset - 6ème région militaire (**JO N°18**).
- Fixation de la composition du comité à l'espace aérien et les règles de fonctionnement de son bureau permanent de suivi (**JO N°35**).

- Ouverture d'une filière en post-graduation spécialisée à l'école militaire polytechnique et fixant le nombre de postes ouverts pour l'année universitaire 2006-2007 (**JO N°34**).
- Ouverture de filières en magister à l'école militaire polytechnique et fixant le nombre de postes ouverts pour l'année universitaire 2006-2007 (**JO N°34**).
- Renouvellement de détachement d'enseignants relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique auprès de l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat au titre de l'année universitaire 2007-2008 (**JO N°64**).
- Détachement d'enseignants relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique auprès de l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat, au titre de l'année universitaire 2007-2008 (**JO N°81**).

AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

L'activité normative de ce secteur s'est caractérisée par :

1- la ratification de nombreuses conventions internationales, notamment

- La ratification de l'accord international de 2005 sur l'huile d'olive et les olives de table, fait à Genève, le 29 avril 2005 (**JO N°65**).
- La ratification de l'instrument pour l'amendement de la Constitution de l'Organisation internationale du travail, adopté à Genève le 19 juin 1997 (**JO N°5**).
- La ratification de l'accord commercial entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Brésil, signé à Alger le 8 février 2006 (**JO N°5**).
- La ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République française relatif à l'ouverture, à Alger, d'une école primaire destinée à la scolarisation d'enfants de cadres expatriés d'entreprises, signé à Alger le 16 juillet 2006 (**JO N°5**).
- La ratification de l'accord de coopération financière entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Cuba, signé à Alger le 22 août 2006 (**JO N°5**).

- La ratification de l'amendement à la convention sur la protection physique des matières nucléaires, adopté à Vienne le 8 juillet 2005 (**JO N°6**).
- La ratification de la convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre la République algérienne démocratique et populaire et la République de Corée, signée à Alger le 12 mars 2006 (**JO N°6**).
- La ratification de la convention générale sur la coopération économique, technique et commerciale entre les Etats membres de l'organisation de la conférence islamique, adoptée à Djeddah le 22 mai 1977 (**JO N°19**).
- La ratification de la convention portant création de la commission islamique du croissant international, adoptée à Niamey (Niger) le 26 août 1982 (**JO N°19**).
- La ratification de l'amendement au protocole de Montréal adopté par la neuvième réunion des parties à Montréal, 15 - 17 septembre 1997 (**JO N°19**).
- La ratification de l'amendement au protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Beijing le 3 décembre 1999 (**JO N°19**).
- La ratification de l'accord sur la conservation des cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée et de la zone atlantique adjacente, signé à Monaco le 24 novembre 1996 (**JO N°20**).
- La ratification de l'accord de transport aérien entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République yéménite, signé à Alger le 3 février 2002 (**JO N°21**).
- La ratification du statut du Conseil de paix et de sécurité arabe, fait à Khartoum (Soudan) le 28 mars 2006 (**JO N°21**).
- La ratification de l'accord de transport aérien entre la République algérienne démocratique et populaire et la République portugaise, signé à Lisbonne le 31 mai 2005 (**JO N°41**).
- La ratification de la convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République populaire de Chine en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Pékin le 6 novembre 2006 (**JO N°40**).

- La ratification de la convention entre la République algérienne démocratique et populaire et la République populaire de Chine relative à l'entraide judiciaire en matière pénale, signée à Pékin le 6 novembre 2006 (**JO N°38**).
- La ratification de la convention entre la République algérienne démocratique et populaire et la République populaire de Chine relative à l'extradition, signée à Pékin le 6 novembre 2006 (**JO N°38**).
- La ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République italienne relatif à l'ouverture à Alger d'une école italienne destinée à la scolarisation d'enfants de cadres d'entreprises expatriés, signé à Alger le 14 novembre 2006 (**JO N°38**).
- La ratification de l'accord entre la République algérienne démocratique et populaire et la République portugaise relatif à la suppression des visas pour les titulaires de passeports diplomatiques spéciaux et de service, signé à Alger le 22 janvier 2007 (**JO N°38**).
- La ratification de la convention de l'Organisation de l'Union africaine sur l'élimination du mercenariat en Afrique, adoptée à Libreville (Gabon) le 3 juillet 1977 (**JO N°39**).
- La ratification du protocole de la Cour de justice de l'Union africaine adopté à Maputo le 11 juillet 2003 (**JO N°39**).
- La ratification du protocole à la convention de l'Organisation de l'unité africaine sur la prévention et la lutte contre le terrorisme, adopté à Addis-Abéba, le 8 juillet 2004 (**JO N°39**).
- La ratification du pacte de non-agression et de défense commune de l'Union africaine, adopté à Abudja (Nigéria) le 31 janvier 2005 (**JO N°39**).
- La ratification de la convention d'extradition entre la République algérienne démocratique et populaire et la République Portugaise, adoptée à Alger le 22 Janvier 2007 (**JO N°59**).
- La ratification de la convention d'extradition entre la République algérienne démocratique et populaire et la République de Corée, signée à Alger le 17 février 2007 (**JO N°59**).

- La ratification de la convention de l'organisation de la conférence islamique pour combattre le terrorisme international, adoptée à Ouagadougou - Burkina Faso le 1er juillet 1999 (**JO N°60**).
- La ratification de l'accord entre la République algérienne démocratique et populaire et le Royaume d'Espagne relatif à la suppression réciproque des visas sur les passeports diplomatiques et de service, signé à Alger le 13 mars 2007 (**JO N°60**).
- La ratification de la convention sur le transport maritime et les ports entre la République algérienne démocratique et populaire et la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste, signée à Tripoli le 9 avril 2007. (**JO N°60**).
- La ratification de l'accord maritime entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République du Congo, signé à Alger le 27 mai 2006 (**JO N°61**).
- La ratification de la convention relative à l'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre la République algérienne démocratique et populaire et la République portugaise, signée à Alger le 22 janvier 2007 (**JO N°62**).
- La ratification de la convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre la République algérienne démocratique et populaire et la République portugaise, signée à Alger le 22 janvier 2007 (**JO N°62**).
- La ratification de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du royaume d'Espagne dans le domaine des relations avec le Parlement, signé à Alger le 13 mars 2007 (**JO N°63**).
- La ratification de la convention portant création de la commission arabe de l'aviation civile, adoptée le 15 septembre 1994 (**JO N°64**).
- La ratification des actes du 23ème congrès de l'Union postale universelle, faits à Bucarest le 5 octobre 2004 (**JO N°67**).
- La ratification de la convention relative à la coopération judiciaire, aux notifications, aux commissions rogatoires, à l'exécution des jugements et à l'extradition entre la République algérienne démocratique et populaire et l'Etat des Emirats arabes unis, signée à Alger le 12 octobre 1983 (**JO N°67**).

- La ratification du statut de l'institut de normalisation et de métrologie des pays islamiques (INMPI), adopté à Istanbul (Turquie) le 4 novembre 1998 (**JO N°68**).
- La ratification de la convention de coopération juridique et judiciaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République du Soudan, signée à Alger, le 24 janvier 2003 (**JO N°68**).
- La ratification de l'accord-cadre portant création d'une commission mixte de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République du Nicaragua, signé à Alger le 5 juin 2007 (**JO N°68**).
- La ratification de l'accord entre la République algérienne démocratique et populaire et le Royaume d'Espagne relatif au transport aérien, signé à Alger le 13 mars 2007 (**JO N°69**).
- La ratification de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République italienne en matière de lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée, le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes et l'immigration illégale, signé à Alger le 22 novembre 1999 (**JO N°77**).
- La ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République française relatif à la coopération en matière de sécurité et de lutte contre la criminalité organisée, signé à Alger le 25 octobre 2003 (**JO N°77**).
- La ratification de l'accord de coopération touristique entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat des Emirats arabes unis, signé à Abu Dhabi le 13 juin 2007 (**JO N°77**).
- La ratification du statut de l'Union des télécommunications des Etats islamiques, adopté à Sanaâ en décembre 1984 (**JO N°78**).
- La ratification de l'accord sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements entre la République algérienne démocratique et populaire et le Royaume des Pays-Bas, signé à la Haye le 20 mars 2007 (**JO N°78**).

- La ratification de la convention de transport aérien entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Sultanat d'Oman, signée à Alger, le 10 janvier 2007 (**JO N°79**).
- La fixation des modalités d'organisation d'un concours sur épreuves pour le recrutement des secrétaires diplomatiques (**JO N°66**).
- L'ouverture d'un concours sur épreuves pour le recrutement des secrétaires diplomatiques (**JO N°66**).
- La fixation des modalités de recrutement sur titre des attachés diplomatiques (**JO N°61**).
- L'organisation d'un examen professionnel pour l'accès aux corps des secrétaires diplomatiques et des conseillers diplomatiques (**JO N°70**).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE

L'activité normative s'est caractérisée par la publication de textes portants:

- Nomination de la moitié des membres élus du conseil de la Nation (**JO N°1**).
- Approbation du code civil du (**JO N°31**).
- Fixation du signe distinctif du costume du magistrat honoraire (**JO N°13**).
- Fixation des modalités d'organisation et de fonctionnement des services extérieurs de l'administration pénitentiaire, chargés de la réinsertion sociale des détenus (**JO N°13**).
- Fixation des modalités de l'extraction et du transfèrement des détenus (**JO N°22**).
- Fixation des conditions et modalités de déroulement des manifestations religieuses des cultes autres que musulman (**JO N°33**).
- Fixation des compositions et des modalités de fonctionnement de la commission nationale des cultes autres que musulman (**JO N°36**).
- Fixation des modalités de bénéfice du logement de fonction par le magistrat (**JO N°36**).

- Fixation des modalités d'octroi de l'autorisation d'utilisation de stupéfiants et de substances psychotropes à des fins médicales ou scientifiques (**JO N°49**).
- Fixation des modalités d'application de l'article 6 de la loi N°04-18 du 25 décembre 2004 relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic illicites de stupéfiants et de substances psychotropes (**JO N°49**).
- Fixation des modalités de prise en charge des plantes et substances saisies ou confisquées dans le cadre de la prévention et de la répression de l'usage et du trafic illicites de stupéfiants et de substances psychotropes (**JO N°49**).
- Attribution d'une indemnité au profit des membres de la commission de l'aménagement des peines (**JO N°67**).
- Désignation des membres et secrétaires des bureaux de vote des wilayas de Djelfa et de Constantine en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du conseil de la Nation (**JO N°2**).
- Ouverture d'un concours national pour le recrutement d'élèves magistrats au titre de l'année 2007 (**JO N°7**).
- Création d'une section judiciaire dans le ressort du tribunal de Ghazaouet (**JO N°18**).
- La désignation des magistrats présidents des commissions électorales des wilayas et de la commission électorale des citoyens algériens résidant à l'étranger, pour les élections législatives du 17 mai 2007 (**JO N°25**).
- La fixation des conditions et modalités de versement, au magistrat, du montant de la location d'un logement (**JO N°52**).

AU TITRE DU MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Au cours de cette année, l'activité normative s'est caractérisée par la publication de textes portants :

- Fixation de la forme et des caractéristiques techniques du bulletin de vote à utiliser pour l'élection en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du conseil de la Nation (**JO N°1**).

- Report des élections pour le renouvellement des assemblées populaires communales et de wilayas issues des élections du 10 octobre 2002 et des élections partielles du 24 novembre 2005 (**JO N°48**).
- Approbation de la loi organique relative au régime électoral (**JO N°48**).
- Convocation du corps électoral pour l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale (**JO N°11**).
- Convocation du corps électoral pour l'élection des membres des assemblées populaires communales et de wilayas (**JO N°53**).
- Fixation du formulaire de déclaration de candidature pour les listes de candidats à l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale (**JO N°12**).
- Fixation du formulaire de souscription de signatures pour les listes de candidats indépendants à l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale (**JO N°12**).
- Dépôt de listes de candidatures pour l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale (**JO N°12**).
- Fixation des conditions et modalités de vote des citoyens algériens résidant à l'étranger pour l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale (**JO N°14**).
- Désignation des membres du bureau de vote (**JO N°14**).
- Désignation des modalités de publicité des candidatures (**JO N°17**).
- Détermination des modalités de désignation des représentants des listes de candidats au niveau des centres et bureaux de vote et définissant les modalités d'exercice du contrôle des opérations de vote (**JO N°17**).
- Fixation du libellé et les caractéristiques techniques des bulletins de vote à utiliser pour l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale (**JO N°25**).

Organisation la composition et le fonctionnement du comité d'assistance à la localisation et à la promotion des investissements et de la régulation du foncier (**JO N°27**).

- Détermination des modalités d'application portant loi organique relative au régime électoral (**JO N°28**).
- Attribution d'une indemnité spécifique globale au profit des docteurs vétérinaires communaux (**JO N°42**).
- Attribution d'une indemnité mensuelle de documentation au profit des docteurs vétérinaires communaux (**JO N°42**).
- Attribution d'une indemnité mensuelle de risque de contagion au profit des docteurs vétérinaires communaux (**JO N°42**).
- Dispositions fixant le formulaire de souscription de signatures pour l'élection des membres des assemblées populaires communales et de wilayas (**JO N°54**).
- Fixation du dépôt de listes de candidatures pour l'élection des membres des assemblées populaires communales et de wilayas (**JO N°54**).
- Création de centres nationaux de formation, de perfectionnement et de recyclage des personnels des collectivités locales (**JO N°66**).
- Fixation du libellé et les caractéristiques techniques des bulletins de vote à utiliser pour l'élection des membres des Assemblées populaires communales et de wilayas (**JO N°70**).
- Détermination des caractéristiques techniques du formulaire de déclaration de candidature prévu pour les listes de candidats à l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale (**JO N°12**).
- Détermination des caractéristiques techniques du formulaire de souscription de signatures individuelles prévu pour les listes de candidats indépendants à l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale (**JO N°12**).
- Fixation de la liste nationale des personnes habilitées à effectuer l'enquête préalable en vue de l'affirmation de l'utilité publique dans le cadre des opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique au titre de l'année 2007 (**JO N°26**).
- Détermination des caractéristiques techniques des bulletins de vote à utiliser pour l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale (**JO N°25**).

- Autorisation aux walis à avancer la date d'ouverture du scrutin relatif à l'élection des membres de l'assemblée populaire nationale (**JO N°27**).
- Fixation des caractéristiques du passeport spécial pour le pèlerinage aux lieux saints de l'Islam et les conditions de son établissement et de sa délivrance pour la campagne Hadj 1428 correspondant à 2007/2008 (**JO N°38**).
- Fixation des caractéristiques techniques du formulaire de souscription de signatures individuelles pour les listes de candidats à l'élection des membres des assemblées populaires communales et de wilayas (**JO N°54**).
- Fixation des caractéristiques techniques du formulaire de déclaration de candidature pour les listes de candidats à l'élection des membres des assemblées populaires communales et de wilayas (**JO N°54**).
- Fixation de la date et le lieu de retrait des formulaires de souscription de signatures pour l'élection des membres des assemblées populaires communales et de wilayas (**JO N°54**).
- Fixation de la date et le lieu de retrait du formulaire de déclaration de candidature pour les listes de candidats à l'élection des membres des assemblées populaires communales et de wilayas (**JO N°54**).
- Détermination des caractéristiques techniques du bulletin de vote à utiliser pour l'élection des membres des Assemblées populaires communales et de wilayas (**JO N°70**).
- Autorisation aux walis à avancer la date d'ouverture du scrutin relatif à l'élection des membres des Assemblées populaires communales et de wilayas (**JO N°72**).
- Fixation du cadre d'organisation de la formation spécialisée pour l'accès aux corps de la protection civile (**JO N°11**).
- Fixation de la date et le lieu de retrait du formulaire de déclaration de candidature pour les listes de candidats à l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale (**JO N°12**).
- Fixation de la date et le lieu de retrait des formulaires de souscription de signatures pour les listes de candidats indépendants à l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale (**JO N°12**).

- Fixation de la liste des établissements publics de formation spécialisée habilités pour l'organisation des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux différents corps de la sûreté nationale **(JO N°16)**.
- Fixation des modalités de suivi et de l'évaluation du compte d'affectation spéciale N°302-114 intitulé "Fonds spécial pour la réhabilitation du parc immobilier des communes de la wilaya" **(JO N°24)**.
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale N°302-114 intitulé "Fonds spécial pour la réhabilitation du parc immobilier des communes de la wilaya" **(JO N°24)**.
- Déclaration d'utilité publique de l'opération d'expropriation relative à la réalisation du projet de l'alimentation en eau potable des communes de Aïn Adden et Boudjebha El Bordj (Oued Mebtouh) à partir du barrage Cheurfas II **(JO N°28)**.
- Autorisation aux chefs de postes diplomatiques et consulaires à avancer la date d'ouverture du scrutin relatif à l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale **(JO N°22)**.
- Organisation des départements, services et laboratoires régionaux de l'institut national de recherche criminalistique "INRC" **(JO N°36)**.
- Désignation des membres de la commission électorale chargée de centraliser les résultats du vote des citoyens algériens résidant à l'étranger pour l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale du 17 mai 2007 **(JO N°31)**.
- Organisation du concours d'accès à l'école nationale d'administration **(JO N°45)**.
- Fixation du montants des indemnités spécifiques allouées aux personnels appelés à accomplir des tâches temporaires lors de la préparation et de l'exécution du recensement général de la population et de l'habitat de l'année 2008 **(JO N°57)**.
- Organisation en bureaux de la direction générale des transmissions nationales **(JO N°67)**.

AU TITRE DU MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

Il convient de souligner la publication de textes portants :

- Fixation de la composition et le fonctionnement du bureau ministériel de la sûreté interne au niveau du ministère des relations avec le Parlement (**JO N°4**).
- Fixation des tâches et la classification des postes de travail correspondant aux différents grades des ouvriers professionnels, conducteurs d'automobiles et appareilleurs spécifiques au ministère des relations avec le Parlement (**JO N°15**).

b) SECTEUR FINANCES ET ECONOMIE

Le secteur des finances a procédé à la publication de textes législatifs et réglementaires importants entrant dans le cadre de la politique économique notamment ceux portant :

- Approbation de la loi de finances pour 2007 (rectificatif) (**JO N°15**).
- Transfert de crédits au sein du budget de l'Etat des différentes institutions et ministères pour l'année 2006 (**JO N°1, 2**).
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement de l'Etat des différentes institutions et ministères pour l'année 2006 (**JO N°2**).
- Modifiant la répartition de crédits au budget des dépenses d'équipement de l'Etat des différentes institutions et ministères pour l'année 2006 (**JO N°2**).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement de l'Etat des différentes institutions et ministères pour l'année 2006 (**JO N°2**).
- Approbation de l'accord de prêt N°20/443 signé le 18 avril 2006 à Rabat entre la République algérienne démocratique et populaire et le fonds saoudien de développement, pour le financement du projet de construction et d'équipement d'écoles secondaires dans plusieurs wilayas en Algérie (**JO N°6**).
- Fixation de la liste des équipements spécifiques importés par la direction générale de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion (**JO N°20**).

- Nomination des membres de la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (**JO N°7**).
- Fixation de l'implantation et la compétence territoriale des directions régionales et des inspections divisionnaires des douanes (**JO N°3**).
- Définition du barème des honoraires des commissaires aux comptes (**JO N°4**).
- Définissant les modalités des coopératives d'épargne et de crédit (**JO N°15**).
- Institution d'une procédure de constatation du droit de propriété immobilière et de délivrance de titres de propriété par voie d'enquête foncière (**JO N°15**).
- Promulgation de la loi de finances complémentaire pour 2007 (**JO N°47, 59**).
- Approbation à l'exemption temporaire des droits de douane et de la TVA des opérations d'importation de la pomme de terre, à l'état frais ou réfrigéré, destinée à la consommation (**JO N°59, 52**).
- Définir le système comptable financier (**JO N°74**).
- Promulgation de la loi de finances pour 2008 (**JO N°82**).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, de l'Etat des différentes institutions et ministères pour l'année 2007 (**JO N°9, 50, 13, 25, 51, 62, 63, 66, 74, 75, 81**).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement de l'Etat des différentes institutions et ministères pour l'année 2007 (**JO N°10, 16, 17, 23, 24, 25, 30, 32, 36, 41, 45, 55, 58, 66, 71, 69, 74, 75, 76, 77, 81**).
- Création d'un chapitre et virement de crédits au sein du budget de fonctionnement des différentes institutions et ministères pour l'année 2007 (**JO N°25, 37, 36, 41, 53, 74, 69, 77, 63, 66, 68, 70, 72, 74, 78, 81**).
- Autorisant la contribution de l'Algérie à la septième reconstitution des ressources du fonds international de développement agricole (FIDA) (**JO N°19**).
- Modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale N°302-124 intitulé "Fonds national de mise à niveau des PME" (**JO N°22**).

- Modalités de prélèvement et de reversement de la taxe sur les huiles, lubrifiants et réparations lubrifiantes, importés ou fabriqués localement (**JO N°26**).
- Modalités de prélèvement et de reversement de la taxe sur les pneus neufs importés et/ou produits localement (**JO N°26**).
- Application des dispositions fixant les conditions et modalités de concession et de cession des terrains relevant du domaine privé de l'Etat destinés à la réalisation de projets d'investissement (**JO N°27**).
- Fixation des conditions et modalités de gestion des actifs résiduels des entreprises publiques autonomes et non autonomes dissoutes et des actifs excédentaires des entreprises publiques économiques et des actifs disponibles au niveau des zones industrielles (**JO N°27**).
- Création et fixation des statuts de l'institut supérieur de gestion et de planification (**JO N°33**).
- Attributions, composition, organisation et fonctionnement du conseil national des assurances (**JO N°33**).
- Fixation des missions, d'organisation et de fonctionnement de la centrale des risques (**JO N°33**).
- Fixation des conditions et modalités d'octroi d'agrément des sociétés d'assurance et/ou de réassurance (**JO N°35**).
- Fixation des modalités et conditions de distribution des produits d'assurance par les banques, établissements financiers et assimilés et autres réseaux de distribution (**JO N°35**).
- Fixation des conditions de réévaluation des immobilisations corporelles amortissables et non-amortissables figurant au bilan clos au 31 décembre 2006 des entreprises et organismes régis par le droit commercial (**JO N°44**).
- Fixation des conditions d'agrément, d'exercice et de radiation des experts, commissaires d'avaries et actuaires auprès des sociétés d'assurances (**JO N°46**).
- Fixation des indemnités à caractère familial (**JO N°62**).

- Organisation de l'administration centrale du ministère des finances (**JO N°75**).
- Retrait d'agrément à la société "Al Rayan Insurance CO - SPA" (**JO N°19**).
- Fixation des modalités et conditions d'ouverture des bureaux de représentation des sociétés d'assurance et/ou de réassurance (**JO N°20**).
- Retrait d'agrément de l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée dénommée "Best assurance" en qualité de société de courtage d'assurance (**JO N°18**).
- Octroi d'agrément de l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée dénommée "CARIP" en qualité de société de courtage d'assurance (**JO N°18**).
- Octroi d'agrément d'un courtier d'assurance (**JO N°18**).
- Octroi d'agrément de la caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) (**JO N°19**).
- Fixation de l'implantation et la compétence territoriale des directions régionales et des inspections divisionnaires des douanes (**JO N°28**).
- Fixation de la liste et les formes des états à transmettre par les courtiers d'assurance (**JO N°42**).
- Fixation de la consistance territoriale des directions régionales et des directions des impôts de wilayas (**JO N°44**).
- Fixation du ressort territorial des services régionaux des recherches et vérifications (**JO N°44**).
- Fixation de la circonscription territoriale des centres régionaux d'information et de documentation (**JO N°44**).
- Renouvellement de la commission de recours compétente à l'égard des fonctionnaires dont la carrière est gérée par les services de l'administration centrale du ministère des finances (**JO N°58**).
- Fixation de la liste des marchandises soumises à l'autorisation de circuler conformément aux dispositions de l'article 220 du code des douanes (**JO N°59**).

- Fixation des produits d'assurance pouvant être distribués par les banques, établissements financiers et assimilés ainsi que les niveaux maximum de la commission de distribution (**JO N°59**).
- Fixation de la forme et la périodicité des déclarations à transmettre à la centrale des risques (**JO N°59**).
- Fixation de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard de l'ensemble des corps des fonctionnaires de l'administration centrale de la direction générale de la comptabilité (**JO N°65**).
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'institut supérieur de gestion et de planification (**JO N°65**).
- Désignation des membres du conseil scientifique et pédagogique de l'institut supérieur de gestion et de planification (**JO N°65**).
- Nomination des membres de la commission d'assurance et de garantie des exportations (**JO N°69**).
- Délimitation du tracé du rayon des douanes dans plusieurs wilayas (**JO N°71**).
- Organisation des services techniques de la cellule de traitement du renseignement financier (**JO N°39**).
- Organisation de la formation spécialisée pour l'accès aux grades d'inspecteur divisionnaire et d'inspecteur principal des douanes (**JO N°42**).
- Fixation des programmes de formation spécialisée pour l'accès aux grades d'inspecteur divisionnaire et d'inspecteur principal des douanes (**JO N°42**).
- Fixation du régime des études et les programmes pédagogiques au sein du centre national de formation douanière (**JO N°53**).
- Fixation du cadre d'organisation des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux corps spécifiques de la direction générale des douanes (**JO N°53**).
- Fixation de la liste des établissements publics habilités pour l'organisation du déroulement des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux corps spécifiques à l'administration chargée des finances (**JO N°54**).

- Création des bureaux de douane dans plusieurs wilayas (**JO N°14, 49**).
- Date d'ouverture du bureau de douane de Skikda – contentieux (**JO N°18**).
- Fixation de la forme et le contenu du mandat des commissionnaires en douanes (**JO N°73**).
- Création d'une recette des douanes (**JO N°34**).

AU TITRE DE LA BANQUE D'ALGERIE

Il convient de souligner :

- L'octroi d'agrément d'une banque (**JO N°29**).
- La situation mensuelle du mois de mai au mois de décembre de l'année 2006 (**JO N°2, 5, 7, 12, 47**).
- La situation mensuelle du mois de janvier au mois de mai de l'année 2007 (**JO N°47, 55**).
- La nomination des membres de la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (**JO N°30**).
- La publication de la liste des banques et de la liste des établissements financiers agréés en Algérie (**JO N°17**).
- La définition des règles applicables aux transactions courantes avec l'étranger et aux comptes devises (**JO N°31**).

AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES

Il convient de souligner les principales activités normatives suivantes:

- Approbation de la loi minière (**JO N°26, 16**).
- Approbation des contrats pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures, conclus à Alger le 18 mars 2006 entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) et SONATRACH- S.P.A (**JO N°16**).

- Approbation de l'avenant N°1 au contrat du 13 octobre 2001 pour la recherche, l'appréciation et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Ledjmet" (bloc : 405 b), conclu à Alger le 31 octobre 2006 entre la société nationale "SONATRACH" et la société "First Calgary Petroleum limited" (**JO N°16**).
- Approbation de l'avenant N°2 au contrat du 28 février 2001 pour la recherche, l'appréciation et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Ferkane" (bloc : 126), conclu à Alger le 20 novembre 2006 entre la société nationale "SONATRACH" et la société "Gulf Keystone Petroleum Algeria Limited" (**JO N°16**).
- Approbation de contrats pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures, conclus à Alger le 18 septembre 2006 entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) et SONATRACH- S.P.A (**JO N°37, 45**).
- Création de centres de recherche nucléaire (**JO N°37**).
- Fixation de mesures de protection contre les rayonnements ionisants (**JO N°37**).
- Approbation du contrat pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures, conclu à Alger le 14 janvier 2007 entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) et Sonatrach - S.P.A (**JO N°45**).
- Création, organisation et fonctionnement du commissariat à l'énergie atomique (**JO N°58**).
- Approbation de l'avenant N°1 au contrat du 24 mars 2001 pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Gara Tisselit" (Bloc : 245 Sud), conclu à Alger le 30 juillet 2007 entre la société nationale "SONATRACH" et la société "Rosneft - Sroytransgaz Limited" (**JO N°61**).
- Fixation du prix de cession du pétrole brut entrée-raffinerie, des prix sortie-raffinerie, des marges de distribution et des prix de vente des produits pétroliers destinés à la consommation sur le marché national (**JO N°11**).
- Délimitation et classification du domaine minier en zones et à la définition des périmètres de prospection, de recherche et d'exploitation (**JO N°30**).
- Fixation des modalités de calcul des montants des règlements mensuels provisoires valant acomptes sur la taxe sur le revenu pétrolier (TRP) (**JO N°30**).

- Fixation des modalités de calcul de l'impôt complémentaire sur le résultat (ICR) (**JO N°30**).
- Fixation de la nature des investissements de recherche et de développement déductibles des hydrocarbures de l'assiette de la Taxe sur le Revenu Pétrolier (TRP) (**JO N°35**).
- Fixation de la nature des investissements à prendre en considération dans le calcul du coût de façonnage déductible de l'assiette de la redevance (**JO N°35**).
- Fixation des procédures de sélection de délimitation des périmètres objet de demande de période de rétention, des périmètres d'exploitation et des rendus de surface de recherche (**JO N°40**).
- Fixation des procédures pour la conclusion des contrats de recherche et d'exploitation et les contrats d'exploitation des hydrocarbures suite à un appel à la concurrence (**JO N°40**).
- Fixation des conditions de délivrance des titres miniers pour les activités de recherche et/ou l'exploitation des hydrocarbures (**JO N°40**).
- Fixation des modalités et les procédures de détermination du prix de référence du gaz naturel à l'exportation (**JO N°41**).
- Fixation des attributions du ministre de l'énergie et des mines (**JO N°57**).
- Organisation de l'administration centrale du ministère de l'énergie et des mines (**JO N°57**).
- Approbation de la convention minière conclue entre l'agence nationale du patrimoine minier et le groupe industriel et commercial ERCC-EPE/SPA, (GIC ERCC) et octroi d'une concession minière (**JO N°57**).
- Fixation des modalités d'alimentation et d'accès des tiers aux réseaux de transport et de distribution de l'électricité et du gaz (**JO N°62**).
- Fixation des procédures et conditions d'octroi de l'autorisation de prospection d'hydrocarbures (**JO N°62**).

- Fixation des procédures d'obtention des autorisations de construction des ouvrages de transport par canalisation et des opérations de transport par canalisation des hydrocarbures (**JO N°63**).
- Fixation de niveau de consommation annuelle en électricité et en gaz du client éligible et les conditions de retour du client éligible au système à tarifs (**JO N°64**).
- Fixation des procédures de mise à la disposition de l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures "ALNAFT" de toutes données et résultats issus des travaux de prospection des hydrocarbures (**JO N°64**).
- Fixation du mode de calcul et de liquidation du droit de transfert des droits et obligations dans un contrat de recherche et d'exploitation ou un contrat d'exploitation des Hydrocarbures (**JO N°70**).
- Fixation des procédures d'octroi et de retrait d'une concession de transport par canalisation des hydrocarbures (**JO N°71**).
- Fixation des modalités et procédures pour la détermination du prix de vente, non compris les taxes, du gaz sur le marché national (**JO N°79**).
- Approbation du projet de construction d'une canalisation destinée à l'alimentation en gaz naturel de l'unité de dessalement d'eau de mer HWD - Hamma - Annassers (wilaya d'Alger) (**JO N°11**).
- Approbation du projet de construction d'une canalisation destinée à l'alimentation en gaz naturel de la briqueterie "Brituiles-Khémis El Khechna" dans la wilaya de Boumerdès (**JO N°11**).
- Approbation de projets de construction de canalisations destinées à l'alimentation en gaz naturel de plusieurs villes dans différentes wilayas (**JO N°15**).
- Autorisation d'exploiter le réseau de transport de l'électricité et du gaz (**JO N°30**).
- Fixation des procédures de déclaration des installations de production de l'électricité (**JO N°36**).
- Approbation de projets de construction d'ouvrages électriques (**JO N°49, 53**).
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE) (**JO N°53**).

- Renouvellement de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps et grades des fonctionnaires du ministère de l'énergie et des mines (**JO N°72**).
- Renouvellement de la composition des commissions de recours compétentes à l'égard des fonctionnaires du ministère de l'énergie et des mines et ses services déconcentrés (Direction des mines et de l'industrie des wilayas) (**JO N°72**).
- Approbation de projets de construction de canalisations destinées à l'alimentation de plusieurs villes dans différentes wilayas et d'un projet de briqueterie dans la wilaya de Laghouat en gaz naturel (**JO N°72**).

AU TITRE DU MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

Il convient de signaler la publication de textes portants :

- Fixation de la composition du jury du Prix algérien de la qualité (**JO N°14, 69**).
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'administration de l'institut national algérien de la propriété industrielle (**JO N°14**).
- Fixation de la composition du conseil d'administration de l'organisme algérien d'accréditation "ALGERAC " (**JO N°15**).
- Fixation de la liste des activités, biens et services exclus des avantages fixés par l'ordonnance N°01-03 du 20 août 2001 relative au développement de l'investissement (**JO N°4**).
- Création de l'agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière et fixant ses statuts (**JO N°27**).
- Fixation du montant et les modalités de perception de la redevance pour traitement de dossiers d'investissement (**JO N°63**).
- Fixation de la composition du conseil d'administration de l'institut national de la productivité et du développement industriel (INPED) (**JO N°23**).
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'agence nationale de développement de l'investissement (**JO N°36**).

- Désignation des membres de la commission de recours compétente en matière d'investissement (**JO N°36**).
- Création de comités techniques nationaux chargés des travaux de normalisation (**JO N°53**).

AU TITRE DE MINISTERE DU COMMERCE

Il convient de signaler ce qui suit :

- Obligation de la méthode de dosage de l'aflatoxine B1 et la somme des aflatoxines B1, B2, G1 et G2 dans les céréales, les fruits à coque et les produits dérivés (**JO N°6**).
- Fixation du spécimen et les caractéristiques de l'extrait du registre du commerce (**JO N°23**).
- Obligation de la méthode de détermination de la teneur en chlore actif et en hypochlorite de sodium dans l'eau de Javel (**JO N°13**).
- Fixation du fonctionnement des subdivisions territoriales du commerce et des inspections de contrôle de la qualité et de la répression des fraudes aux frontières (**JO N°7**).
- Fixation des conditions d'exportation de certains produits, matières et marchandises (**JO N°22**).
- Création, organisation et fonctionnement du centre de formation et de perfectionnement des agents de contrôle du ministère du commerce (**JO N°42**).
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale N°302-041 intitulé "Fonds de compensation des frais de transport" (**JO N°46**).
- Fixation des conditions et les modalités d'organisation et de déroulement des manifestations commerciales périodiques (**JO N°46**).
- Définition des modalités de versement et d'affectation du produit de la taxe annuelle perçue au profit de la chambre algérienne de commerce et d'industrie et des chambres de commerce et d'industrie (**JO N°75**).

- Fixation des conditions et les modalités d'exercice de l'activité de commercialisation de véhicules automobiles neufs (**JO N°78**).
- Fixation des prix à la protection et aux différents stades de la distribution des semoules de blé dur (**JO N°80**).
- Fixation des modalités et procédures d'organisation de l'enquête en matière d'application de mesures de sauvegarde (**JO N°21**).
- Fixation des modalités et procédures d'organisation de l'enquête en matière d'application du droit compensateur (**JO N°21**).
- Fixation des modalités et procédures d'organisation de l'enquête en matière d'application du droit antidumping (**JO N°21**).
- Fixation de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des personnels de l'administration centrale du ministère du commerce (**JO N°30**).
- Composition de la commission de recours compétente à l'égard des personnels de l'administration centrale du ministère du commerce (**JO N°30**).
- Renouvellement de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des personnels de l'administration centrale du ministère du commerce (**JO N°78**).
- Renouvellement de la composition de la commission de recours compétente à l'égard des personnels de l'administration centrale du ministère du commerce (**JO N°78**).
- Dénomination, siège social et délimitation des circonscriptions territoriales des chambres de commerce et d'industrie (**JO N°45**).
- Fixation de la liste des produits, matières et marchandises soumis à un cahier des charges à l'exportation (**JO N°44**).
- Fixation du barème de remboursement des frais de transport terrestre inter-wilayas et intra-wilaya liés à l'approvisionnement des régions du Sud (**JO N°72**).
- Fixation de la liste des produits éligibles au remboursement des frais de transport (**JO N°79**).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE ET DE L'ARTISANAT

Il convient de signaler ce qui suit:

- Délégation du pouvoir de nomination et de gestion administrative aux directeurs de la petite et moyenne entreprise et de l'artisanat de wilayas (**JO N°8**).
- Fixation de la composition de la commission paritaire compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère de la petite et moyenne entreprise et de l'artisanat (**JO N°15**).
- Fixation des composition de la commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère de la petite et moyenne entreprise et de l'artisanat (**JO N°15**).
- Fixation du nombre de postes supérieurs au niveau de l'administration centrale du ministère de la petite et moyenne entreprise et de l'artisanat (**JO N°4**).
- Création de centres de facilitation des petites et moyennes entreprises (**JO N°22**).
- Fixation de la nomenclature des activités artisanales et des métiers (**JO N°70**).
- Fixation de la journée nationale de l'artisanat (**JO N°35**).
- Fixation de la classification des postes supérieurs de l'agence nationale de développement de la petite et moyenne entreprise (**JO N°11**).
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du fonds d'affectation spéciale N°302-124 intitulé "Fonds national de mise à niveau des PME" (**JO N°18**).
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du fonds d'affectation spéciale N°302-124 intitulé "Fonds national de mise à niveau des PME" (**JO N°18**).
- Classification des postes supérieurs des centres de facilitation des petites et moyennes entreprises (**JO N°29**).
- Création du bulletin officiel du ministère de la petite et moyenne entreprise et de l'artisanat (**JO N°76**).

c) SECTEUR INFRASTRUCTURES DE BASE

Ce secteur a été caractérisé au cours de l'année considérée par la publication de nombreux textes législatifs et réglementaires initiés par les ministères suivants :

AU TITRE DU MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

Il convient de signaler les textes portants:

- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation du dédoublement du chemin Fernane Hanafi à Alger (**JO N°55**).
- Classement de certaines voies de communication dans la catégorie des routes nationales (**JO N°63**).

AU TITRE DU MINISTERE DES RESSOURCES EN EAU

Les principaux textes publiés portent sur :

- L'approbation de l'organisation interne de l'Office national de l'irrigation et du drainage (**JO N°4**).
- L'approbation de l'organisation interne de l'office national de l'assainissement (**JO N°37**).
- La déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation du système de transfert des eaux Sétif – Hodna (**JO N°3**).
- La fixation des modalités de concession d'utilisation des eaux usées épurées à des fins d'irrigation ainsi que le cahier des charges-type y afférent (**JO N°35**).
- La déclaration d'utilité publique l'opération relative à l'alimentation en eau potable des centres urbains situés sur les axes Koudiat Acerdoune, Aïn Lahdjel, Boughzoul et Ouadhias à partir du barrage de Koudiat Acerdoune (lot N°2) et (lot N°3) (**JO N°43**).
- La déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation du transfert des eaux du barrage Boussiaba vers le barrage Béni Haroun, (lot N°3) dans les wilayas de Jijel et de Mila (**JO N°43**).
- La création de "l'Algérienne des eaux" (**JO N°46**).

- La fixation des conditions et modalités d'établissement du système de tarification du service de l'eau d'irrigation (**JO N°57**).
- La création de l'Agence de gestion du système hydraulique de Beni Haroun (**JO N°70**).
- La définition du périmètre de protection qualitative des ressources en eau (**JO N°80**).
- La fixation des organisations et le fonctionnement de la commission permanente des eaux minérales naturelles et des eaux de source (**JO N°40**).
- L'approbation de l'organisation interne de "l'Algérienne des eaux" (**JO N°72**).

AU TITRE DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Il convient de citer les textes portants :

- Fixation de la liste provisoire des espèces et variétés de céréales, de pommes de terre, des espèces arboricoles et viticoles autorisées à la production et à la commercialisation (**JO N°18**).
- Désignation des membres du conseil d'administration du centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique (**JO N°11**).
- Délimitation de périmètres de mise en valeur des terres agricoles dans plusieurs wilayas (**JO N°37**).
- Création de la réserve de chasse de Zéralda (**JO N°4**).
- Fixation des conditions d'agrément pour l'exercice des activités de production, de multiplication ou de vente en gros et demi-gros des semences et plants ainsi que les modalités de son octroi (**JO N°22**).
- Fixation d'un régime indemnitaire spécifique applicable aux corps des médecins vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes (**JO N°42**).
- Attribution d'une indemnité mensuelle de documentation au profit des médecins vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes (**JO N°42**).

- Attribution d'une indemnité mensuelle de risque de contagion au profit des médecins vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes (**JO N°42**).
- Fixation des procédures et des modalités d'exercice de la chasse touristique (**JO N°48**).
- Déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale de Sidi Fredj située dans la wilaya d'Alger du régime forestier national (**JO N°49**).
- Mise en place des organes de coordination des actions de protection des forêts (**JO N°63**).
- Fixation des attributions, la composition et le mode de fonctionnement de la commission nationale de protection des espèces animales menacées de disparition (**JO N°66**).
- Renouvellement de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural (**JO N°29**).
- Renouvellement de la composition de la commission ministérielle de recours compétente à l'égard des fonctionnaires du ministère de l'agriculture et du développement rural (**JO N°29**).
- Création d'une commission des oeuvres sociales auprès de l'institut de technologie moyen agricole spécialisé du jardin d'Essais (Alger) (**JO N°78**).
- Fixation de la composition du comité interprofessionnel du lait (CIL) (**JO N°78**).
- Approbation du cahier des clauses générales relatif aux charges et sujétions de service public assurées par l'office national de développement des élevages équins et camelins (ONDEEC) (**JO N°29**).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA PECHE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES

Il convient de citer les textes portants :

- Fixation du contenu du livret professionnel de pêcheur, ses caractéristiques techniques ainsi que les conditions et modalités de son établissement et de sa délivrance (**JO N°12**).
- Fixation du modèle-type du contrat d'engagement du personnel navigant à la pêche (**JO N°12**).
- Fixation de l'organisation et du fonctionnement des écoles de formation technique de pêche et d'aquaculture (**JO N°7**).
- Transformation de l'école de formation technique de pêcheurs d'Oran (EFTP d'Oran) en institut de technologie des pêches et de l'aquaculture d'Oran (ITPA d'Oran) (**JO N°7**).
- Transformation de l'école de formation technique de pêcheurs à Collo (EFTP de Collo) en institut de technologie des pêches et de l'aquaculture de Collo (ITPA de Collo) (**JO N°7**).
- Fixation des conditions d'exercice de l'activité d'élevage et de culture aquacoles, les différents types d'établissements, les conditions de leur création et les règles de leur exploitation (**JO N°43**).
- Fixation des conditions et modalités d'intervention des navires de pêche dans les eaux sous juridiction nationale (**JO N°80**).
- Définition des conditions et modalités d'octroi de la concession pour la création d'un établissement d'aquaculture (**JO N°81**).
- Fixation de la période de fermeture de la pêche des grands migrateurs halieutiques dans les eaux sous juridiction nationale (**JO N°28**).
- Fixation des modalités d'intervention des agents statisticiens relevant du secteur de la pêche et des ressources halieutiques (**JO N°79**).
- Fixation des conditions d'accès, le programme et le régime des études pour l'obtention du diplôme de technicien supérieur et d'agent technique aquacole (**JO N°80**).
- Précision des conditions et des modalités d'intervention des contrôleurs à bord des navires étrangers pratiquant la pêche des grands migrateurs halieutiques dans les eaux sous juridiction nationale (**JO N°44**).

- Fixation des conditions d'accès, le programme et le régime des études pour l'obtention du diplôme de patron côtier à la pêche (**JO N°80**).
- Fixation des conditions d'accès, le programme et le régime des études pour l'obtention du diplôme d'officier mécanicien 3ème classe (**JO N°80**).
- Fixation des conditions d'accès, le programme et le régime des études pour l'obtention du diplôme d'électromotoriste (**JO N°80**).
- Fixation des conditions d'accès, le programme et le régime des études pour l'obtention du diplôme de permis de conduire des moteurs (**JO N°80**).
- Fixation des conditions d'accès, le programme et le régime des études pour l'obtention du diplôme de technicien supérieur de la pêche (**JO N°81**).
- Fixation des conditions d'accès, le programme et le régime des études pour l'obtention du diplôme de technicien de la pêche (**JO N°81**).
- Fixation des conditions d'accès, le programme et le régime des études pour l'obtention du diplôme de matelot qualifié à la pêche (**JO N°81**).
- Fixation des conditions d'accès, le programme et le régime des études pour l'obtention du diplôme de capacité à la pêche (**JO N°81**).

AU TITRE DU MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME

Il convient de citer les textes portants :

- Déclaration d'utilité publique l'opération d'aménagement et de promotion de la zone d'expansion touristique Zemmouri-Ouest, wilaya de Boumerdès (**JO N°2**).
- Fixation des modalités de transmission des données recueillies par les directions du tourisme de wilaya, l'office national du tourisme, l'agence nationale de développement touristique ainsi que les associations ouvrant dans le tourisme (**JO N°14**).
- Fixation du modèle-type de canevas d'informations, de renseignements et d'indications pour alimenter la banque de données du tourisme, détenus par les institutions

nationales, les administrations publiques et les organismes publics spécialisés (**JO N°14**).

- Nomination des membres de la commission interministérielle des études de classement des zones de montagne (**JO N°11**).

- Classement des postes supérieurs du centre national de développement des ressources biologiques (**JO N°34**).

- Création de l'annexe du centre national de développement des ressources biologiques à Laguarmit (wilaya d'El Bayadh) (**JO N°27**).

- Définition des modalités relatives à la gestion, à la protection et au développement des espaces verts (**JO N°31**).

- Fixation de la composition du conseil national de la montagne, ses attributions, son organisation et les modalités de son fonctionnement (**JO N°10**).

- Fixation des modalités de rétrocession ou de concession des terrains situés à l'intérieur des zones d'expansion et sites touristiques (**JO N°8**).

- Création de l'agence nationale des changements climatiques, fixant ses missions et définissant les modalités de son organisation et de son fonctionnement (**JO N°13**).

- Fixation des conditions et les modalités d'octroi de la concession d'utilisation et d'exploitation des eaux thermales (**JO N°13**).

- Fixation des modalités d'élaboration et d'adoption du règlement d'aménagement du territoire du massif montagneux, les études et les consultations préalables devant être menées ainsi que les procédures d'arbitrage y afférentes (**JO N°17**).

- Fixation des modalités d'établissement du plan d'aménagement touristique des zones d'expansion et sites touristiques (**JO N°17**).

- Fixation de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (**JO N°34**).

- Détermination du champ d'application, le contenu et les modalités d'approbation des études et des notices d'impact sur l'environnement (**JO N°34**).

- Fixation des modalités et procédures d'élaboration, de publication et de révision du schéma communal de gestion des déchets ménagers et assimilés (**JO N°43**).
- Fixation des conditions et les modalités de construction et d'occupation du sol sur la bande littorale, de l'occupation des parties naturelles bordant les plages et de l'extension de la zone objet de non-aedificandi (**JO N°43**).
- Réglementation de l'usage des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, de leurs mélanges et des produits qui en contiennent (**JO N°43**).
- Fixation des modalités d'application de la taxe complémentaire sur la pollution atmosphérique d'origine industrielle (**JO N°63**).
- Fixation des modalités d'application de la taxe complémentaire sur les eaux usées industrielles (**JO N°63**).
- Fixation des modalités de coordination, le champ d'application et le contenu des schémas directeurs sectoriels des grandes infrastructures et des services collectifs d'intérêt national, ainsi que les règles de procédure qui leur sont applicables (**JO N°66**).
- Fixation des attributions du ministre de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme (**JO N°73**).
- Organisation de l'administration centrale du ministère de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme (**JO N°73**).
- Organisation et fonctionnement de l'inspection générale du ministère de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme (**JO N°73**).
- Création de la ville nouvelle d'El Ménéaa (**JO N°76**).
- Fixation des missions, l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'organisme de la ville nouvelle d'El Ménéaa (**JO N°76**).
- Fixation de la liste nominative des membres de la commission ad hoc chargée de se prononcer sur les projets présentés par les demandeurs d'acquisition ou de concession de terrains situés à l'intérieur des zones d'expansion et sites touristiques (**JO N°57**).
- Désignation des membres de la commission nationale d'agrément des agences de tourisme et de voyage (**JO N°57**).

- Nomination des membres du conseil d'orientation de l'agence nationale des changements climatiques (rectificatif) (**JO N°56, 79**).
- Fixation de la liste des prestations et fournitures devant faire l'objet de marché de gré à gré après consultation au titre des manifestations et festivals touristiques (**JO N°19**).
- Fixation des modalités d'utilisation mixte des eaux thermales et minérales naturelles ou eaux de source (**JO N°24**).
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur le compte d'affectation spéciale N°302-113 intitulé "Fonds national pour la protection du littoral et des zones côtières" (**JO N°47**).
- Fixation de l'organisation de la direction du tourisme de wilaya en bureaux (**JO N°44**).
- Organisation des directions de l'environnement de wilayas (**JO N°57**)

MINISTERE DELEGUE.M.AMENAGEMENT.TERRITOIRE.
ENVIRONNEMENT/ CH/VILLE

- Fixation de la composition, l'organisation et le fonctionnement de l'observatoire national de la Ville (**JO N°3**).
- Organisation et modalités d'attribution du prix de la République de la Ville (**JO N°3**).

d) SECTEUR SERVICES

Ce secteur s'est caractérisé par la promulgation de nombreux textes législatifs et réglementaires initiés par les ministères suivants :

AU TITRE DU MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME

Il convient de citer les textes portants :

- Fixation de la composition des comités de contrôle des actes d'urbanisme (**JO N°11**).
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale du logement (C.N.L.) (**JO N°27**).

- Nomination des membres du conseil d'administration de l'agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) (**JO N°27**).
- Approbation du plan directeur d'aménagement et d'urbanisme intercommunal de Tlemcen, Mansourah, Chetouane et Béni Mester de la wilaya de Tlemcen (**JO N°18**).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA POSTE ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Il convient de signaler les textes portants :

- Dispositions fixant le régime d'exploitation applicable à chaque type de réseaux, y compris radio-électriques et aux différents services de télécommunications (**JO N°37**).
- Dispositions érigeant l'école nationale des postes et télécommunications en institut national de formation supérieure (**JO N°3**).
- Création de l'agence nationale de promotion et de développement des parcs technologiques et fixant son organisation et son fonctionnement (**JO N°29**).
- Dissolution du centre national des techniques spatiales et transfert de ses biens, droits, obligations et personnels à l'agence spatiale algérienne (**JO N°35**).
- Organisation interne de l'agence spatiale algérienne (**JO N°35**).
- Création de l'agence nationale des fréquences (**JO N°63**).
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'administration de l'agence nationale des fréquences (**JO N°23**).
- Fixation de la liste des prestations à exécuter selon la procédure de gré à gré après consultation en dispense de la caution de bonne exécution (**JO N°28**).

AU TITRE DU MINISTERE DES TRANSPORTS

Il convient de citer les textes portants :

- Création de l'établissement public de transport urbain dans différentes wilayas (**JO N°1**).

- Définition des modèles-types des documents liés à l'exercice des activités de transport routier de personnes et de marchandises **(JO N°5)**.
- Définition des modèles-types de l'agrément des auxiliaires de transport routier de marchandises et de la carte d'inscription au registre des auxiliaires de transport routier de marchandises ainsi que les modalités de tenue de ce registre **(JO N°5)**.
- Fixation des épreuves théoriques et pratiques en vue de l'obtention de la licence de pilote professionnel – avion **(JO N°8)**.
- Définition des caractéristiques et les modèles-types des registres des transporteurs publics de personnes et de marchandises ainsi que des cartes d'inscription à ces registres **(JO N°26)**.
- Fixation des conditions exigées pour l'obtention des qualifications de contrôleur de la circulation aérienne ainsi que les privilèges du titulaire de cette qualification **(JO N°29)**.
- Déclaration d'utilité publique l'opération de doublement de la voie de la ligne ferroviaire Annaba - Ramdane Djamel **(JO N°35)**.
- Dispositions déterminant les navires non-soumis aux conventions internationales sur la sécurité de la vie en mer et fixant les prescriptions spéciales de sécurité et d'inspection qui leur sont applicables **(JO N°42)**.
- Fixation du nombre de stations de pilotage par port et leur dotation en personnels pilotes et en moyens d'action **(JO N°18)**.
- Fixation des épreuves théoriques et pratiques en vue de la délivrance de la licence de pilote de ligne-avion **(JO N°49)**.
- Fixation des épreuves théoriques et pratiques en vue de la délivrance du certificat de sauvetage et de sécurité **(JO N°49)**.
- Fixation des épreuves théoriques et pratiques en vue de la délivrance de la licence de pilote privé-avion **(JO N°49)**.
- Fixation du cahier des charges-type fixant les conditions d'exploitation des services publics réguliers de transport routier de personnes **(JO N°55)**.

- Fixation du cahier des charges-type fixant les conditions d'exploitation de l'activité de transport routier public de marchandises (**JO N°55**).

e) SECTEUR EDUCATION ET CULTURE

Ce secteur s'est vu renforcé de nombreux textes législatifs et réglementaires au cours de cette année, initiés par les ministères suivants

AU TITRE DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE :

Il convient de signaler les textes suivants :

- Classement des postes supérieurs de l'institut de formation et de perfectionnement des maîtres de l'école fondamentale (**JO N°4**).

- Classification des postes supérieurs du centre national d'intégration des innovations pédagogiques et de développement des technologies de l'information et de la communication en éducation (**JO N°5**).

- Organisation interne de l'institut national de formation et de perfectionnement des personnels de l'éducation (rectificatif) (**JO N°5, 20**).

- Création, organisation et fonctionnement de l'observatoire national de l'éducation et de la formation (**JO N°79**).

- Création et suppression d'écoles fondamentales (3ème cycle) (**JO N°52**).

- Création et suppression d'établissements d'enseignement secondaire (**JO N°52**).

- Transformation du centre national d'alphabétisation en office national d'alphabétisation et d'enseignement pour adultes (**JO N°65**).

- Transformation du centre national d'alphabétisation et office national d'alphabétisation et d'enseignement pour adultes (**JO N°80**).

- Organisation interne de l'institut national de formation et de perfectionnement des personnels de l'éducation (**JO N°20**).

- Organisation interne du centre national pédagogique et linguistique pour l'enseignement de Tamazight (**JO N°21**).

- Fixation du cadre d'organisation de la formation spécialisée pour l'accès à certains corps spécifiques au secteur de l'éducation (**JO N°22**).
- Fixation de la composition et le fonctionnement de la commission chargée de donner un avis technique pour la délivrance des attestations de qualification pour l'enseignement de la langue tamazight (**JO N°29**).
- Création des centres régionaux d'enseignement et de formation à distance (**JO N°47**).
- Placement en position d'activité, auprès du ministère de l'éducation nationale et d'établissement publics en relevant, de certains corps spécifiques au ministère de la santé et de la population (**JO N°47**).

**AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

Il convient de citer les textes suivants :

- Organisation interne du centre de recherche scientifique et technique en anthropologie sociale et culturelle (C.R.A.S.C) (**JO N°2**).
- Organisation interne du centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides (C.R.S.T.R.A) (**JO N°2**).
- Organisation interne du centre de recherche scientifique et technique pour le développement de la langue arabe (C.R.S.T.D.L.A) (**JO N°2**).
- Organisation interne du centre de recherche scientifique et technique en soudage et contrôle (C.S.C) (**JO N°2, 76**).
- Organisation interne du centre de recherche en économie appliquée pour le développement (C.R.E.A.D) (**JO N°2**).
- Organisation interne du centre de recherche sur l'information scientifique et technique (C.E.R.I.S.T) (**JO N°2**).
- Organisation interne du centre de développement des technologies avancées (C.D.T.A) (**JO N°2, 76**).

- Organisation interne du centre de développement des énergies renouvelables (C.D.E.R) (**JO N°2, 76**).
- Organisation interne du centre de recherche scientifique et technique en analyses physico-chimiques (C.R.A.P.C) (**JO N°2**).
- Classement des postes supérieurs du centre universitaire et de l'institut du centre universitaire et de ses services techniques communs (**JO N°8**).
- Organisation de l'administration centrale du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (**JO N°33**).
- Organisation et fonctionnement de l'inspection générale du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (**JO N°33**).
- Création de l'université de Béjaïa (**JO N°57**).
- Modification des textes de déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation de la faculté de l'information et de la communication et d'un institut supérieur du commerce au niveau du haut site de Hydra (commune de Hydra - wilaya d'Alger) (**JO N°57**).
- Création d'un centre de recherche en biotechnologie (**JO N°70**).
- Modification des textes de la formation doctorale, à la post-graduation spécialisée et à l'habilitation universitaire (**JO N°78**).
- Création, composition, organisation et fonctionnement de la commission sectorielle de la tutelle pédagogique sur les établissements de formation supérieure relevant du ministère de la culture (**JO N°21**).
- Organisation administrative de l'école hors université et la nature et l'organisation de ses services techniques (**JO N°66**).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA COMMUNICATION

Il convient de citer :

- La fixation du nombre de postes supérieurs de l'administration centrale du ministère de la communication (**JO N°43**).

- La nomination des membres du conseil d'administration de la maison de la presse (**JO N°52**).
- La nomination des membres du conseil d'administration du Centre international de presse (C.I.P) (**JO N°52**).
- La nomination des membres du conseil d'administration de l'agence "Algérie presse service" (A.P.S) (**JO N°52**).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA CULTURE

Il convient de citer les textes portants :

- Nomination des membres du conseil d'orientation de la bibliothèque nationale d'Algérie (**JO N°6**).
- Composition du conseil d'orientation de l'Office du parc national de l'Ahaggar (**JO N°6**).
- Composition du conseil d'orientation de l'Office du parc national du Tassili (**JO N°6**).
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'Office Riadh El Feth (**JO N°6**).
- Nomination des membres du conseil d'orientation du centre national des manuscrits (**JO N°14**).
- Nomination des membres du conseil d'orientation de l'institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audiovisuel (**JO N°14**).
- Nomination des membres du conseil d'orientation du Palais de la culture (**JO N°15**).
- Statut des théâtres régionaux (**JO N°5**).
- Création du musée national de l'enluminure, de la miniature et de la calligraphie (**JO N°5**).
- Transformation des centres de culture et d'information en office national de la culture et de l'information (**JO N°10**).

- Statut des maisons de la culture (**JO N°29**).
- Création du théâtre régional de Skikda (**JO N°33**).
- Fixation des conditions de création des musées, leurs missions, organisation et fonctionnement (**JO N°36**).
- Statut de la bibliothèque nationale (**JO N°42**).
- Fixation des modalités d'exercice du droit de visite et d'investigation des biens culturels mobiliers classés par les Hommes de l'Art (**JO N°46**).
- Création du centre des arts et de la culture du Palais des Raïs (**JO N°49**).
- Création du musée maritime national (**JO N°49**).
- Statut des bibliothèques de lecture publique (**JO N°58**).
- Création et délimitation du secteur sauvegardé de la vieille ville de Dellys (**JO N°58**).
- Création et délimitation du secteur sauvegardé de la vieille ville de Ténès (**JO N°58**).
- Fixation des conditions et les modalités d'organisation des festivals culturels (**JO N°72**).
- Création d'une agence nationale de gestion des réalisations des grands projets de la culture (**JO N°79**).
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés (**JO N°15**).
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'office national des droits d'auteur et des droits voisins (**JO N°23**).
- Institutionnalisation du festival culturel arabe du cinéma (**JO N°25**).
- Institutionnalisation du festival culturel maghrébin de la musique andalouse (**JO N°25**).

- Institutionnalisation du festival culturel national du théâtre pour enfant (**JO N°35**).
- Fixation des taux proportionnels et les tarifs forfaitaires de la redevance pour copie privée (**JO N°38**).
- Fixation de la liste des activités, travaux et prestations pouvant être effectués par l'institut supérieur des métiers des arts, du spectacle et de l'audiovisuel en sus de sa mission principale (**JO N°43**).
- Fixation de la liste nominative des membres du comité sectoriel permanent de recherche scientifique et de développement technologique du ministère de la culture (**JO N°58**).
- Institutionnalisation du festival culturel international de la musique " jazz " (**JO N°58**).
- Inscription sur l'inventaire général des biens culturels immobiliers (**JO N°60**).
- Désignation des membres du conseil d'administration du théâtre régional de Batna (**JO N°62**).
- Remplacement d'un membre du conseil d'administration de l'office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés (**JO N°69**).
- Remplacement d'un membre du conseil d'orientation du centre des arts de la culture du Palais des Raïs (**JO N°69**).
- Nomination des membres du conseil d'orientation de la bibliothèque nationale d'Algérie (**JO N°77**).
- Classification des postes supérieurs du centre national de la cinématographie et de l'audiovisuel (**JO N°11**).
- Fixation des honoraires des membres de la commission de lecture et de sélection des projets de production audiovisuelle (**JO N°43**).
- Organisation interne de l'agence algérienne pour le rayonnement culturel (**JO N°46**).
- Fixation des modalités d'établissement de l'inventaire particulier des biens culturels protégés relevant du ministère de la défense nationale (**JO N°46**).

- Placement en position d'activité, auprès de l'administration centrale du ministère de la culture, des personnels appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des transmissions nationales (JO N°47).

- Création, à Biskra, d'une annexe de l'école régionale des beaux-arts de Batna (JO N°58).

- Création, à Laghouat, d'une annexe de l'institut régional de formation musicale de Bouira (JO N°58).

- Organisation interne de la bibliothèque nationale d'Algérie et de ses annexes (JO N°72).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

Dans ce cadre il convient de citer les textes suivants:

- Fixation du cadre d'organisation de la formation spécialisée pour l'accès aux corps spécifiques de la formation professionnelle et au poste supérieur de directeur de centre de formation professionnelle et de l'apprentissage (JO N°19).

- Fixation des programmes de formation spécialisée pour l'accès aux corps spécifiques de la formation professionnelle et au poste supérieur de directeur de centre de formation professionnelle et de l'apprentissage (JO N°19).

- Création de deux instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle (JO N°57).

- Création de centres de formation professionnelle et de l'apprentissage (JO N°57).

- Fixation des programmes des concours sur épreuves, examens et tests professionnels, pour l'accès aux corps et grades spécifiques à l'administration chargée de la formation professionnelle (JO N°56).

AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DES WAKFS

Dans ce cadre il convient de citer:

- La création d'une agence nationale de réalisation et de gestion de la Mosquée d'Alger (**JO N°71**).
- La création, organisation et fonctionnement de l'office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO) (**JO N°72**).
- La désignation des membres de la commission nationale des cultes autres que musulman (**JO N°55**).

f) SECTEUR AFFAIRES SOCIALES

Ce secteur s'est caractérisé au cours de l'année par la promulgation de nombreux textes législatifs et réglementaires initiés par les ministères suivants :

AU TITRE DU MINISTERE DU TRAVAIL DE L'EMPLOI ET DE LA SECURITE SOCIALE

Il convient de citer les textes portants :

- Nomination des membres du conseil d'administration de l'organisme de prévention des risques professionnels dans les activités du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (**JO N°30**).
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'agence nationale de l'emploi (ANEM) (**JO N°24**).
- Octroi d'agrément des agents de contrôle de la sécurité sociale (**JO N°10, 55**).
- Fixation de la liste des médicaments remboursables par la sécurité sociale (**JO N°3**).
- Organisation interne de l'institut national de la prévention des risques professionnels (**JO N°10**).
- Organisation interne de la caisse nationale d'assurance-chômage (**JO N°16**).
- Organisation interne de la caisse nationale de sécurité sociale des non salariés (CASNOS) (**JO N°16**).
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale des retraites (**JO N°24**).

- Organisation interne de l'organisme de prévention des risques professionnels dans les activités du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (**JO N°8**).
- Organisation et le fonctionnement du Fonds national de réserves des retraites (**JO N°10**).
- Fixation des conditions et des modalités de prise en charge et les tarifs de remboursement des frais de transport sanitaire par les organismes de sécurité sociale (**JO N°46**).
- Répartition définissant l'aménagement et des horaires de travail à l'intérieur de la semaine dans le secteur des institutions et administrations publiques (**JO N°47**).
- Fixation du niveau et les modalités d'octroi des avantages relative aux mesures d'encouragement et d'appui à la promotion de l'emploi (**JO N°77**).
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale des retraites (**JO N°13**).
- Organisation interne de l'agence nationale de l'emploi (**JO N°32**).
- Organisation interne de la caisse nationale des retraites (CNR) (**JO N°36**).
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'office national d'appareillages et d'accessoires pour personnes handicapées (O.N.A.A.P.H) (**JO N°29**).
- Désignation des membres du conseil d'orientation de l'agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (**JO N°48**).
- Nomination des membres de la commission interministérielle d'agrément des organismes privés de placement des travailleurs (**JO N°58**).
- Retrait d'agrément d'un agent de contrôle de la sécurité sociale (**JO N°62**).
- Revalorisation des pensions, allocations et rentes de sécurité sociale (**JO N°72**).

AU TITRE DU MINISTERE DES MOUDJAHIDINE

Il convient de citer les textes suivants:

- Création des annexes au musée national du moudjahid dans plusieurs wilayas (**JO N°11, 58**).
- Fixation des conditions et des modalités d'application de la réduction du prix de la location et du prix de vente des logements publics locatifs au profit des moudjahidine et des ayants droit (**JO N°4**).
- Définition des modalités de bénéfice pour les veuves de chouhada, des moudjahidine et des ayants droit, de la gratuité de transport ou de la réduction de son coût (**JO N°33**).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Il convient de citer les textes portants :

- Précision des conditions et modalités d'octroi et de contrôle des subventions à la fédération sportive nationale (**JO N°18**).
- Fixation de la liste des prestations et fournitures devant faire l'objet de marchés de gré à gré après consultation au titre des neuvièmes jeux africains en Algérie (**JO N°14**).
- Transformation des centres d'information et d'animation de la jeunesse en offices des établissements de jeunes de wilayas (**JO N°2**).
- Adoption du statut de l'athlète d'élite et de haut niveau (**JO N°41**).
- Organisation des deuxièmes jeux afro-asiatiques en Algérie (**JO N°41**).
- Fixation des conditions de création, des missions, l'organisation et du fonctionnement ainsi que les effectifs et les profils des personnels exerçant dans les établissements de jeunes (**JO N°63**).
- Fixation du montant et des modalités d'attribution des indemnités au directeur général, au secrétaire général, aux membres des commissions ainsi qu'aux personnels mis à la disposition du comité d'organisation des neuvièmes jeux africains en Algérie (**JO N°24**).
- Organisation en bureaux de l'administration centrale du ministère de la jeunesse et des sports (**JO N°16**).

- Organisation des services de la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya (**JO N°22**).
- Organisation interne du lycée sportif national (**JO N°68**).
- Création d'une annexe du lycée sportif national à Blida (**JO N°68**).
- Fixation de la liste des marchés d'études et de services dispensés de la constitution de la caution de bonne exécution (**JO N°77**).
- Fixation de la liste des prestations et fournitures devant faire l'objet de marchés de gré à gré après consultation au titre des neuvièmes jeux africain en Algérie (**JO N°79**).

AU TITRE DU MINISTRE DE LA SOLIDARITE NATIONALE

Il convient de signaler les textes suivants:

- Dissolution du centre spécialisé de rééducation de Biskra et transfert de ses biens, droits, obligations, moyens et personnels au centre national de formation des personnels spécialisés des établissements pour handicapés de Constantine (**JO N°15**).
- Modalités déterminant les conditions et les modalités d'octroi et de retrait d'agrément aux organismes privés de placement des travailleurs et fixant le cahier des charges-type relatif à l'exercice du service public de placement des travailleurs, (**JO N°28**).
- Fixation des listes des centres spécialisés de rééducation et des centres spécialisés de protection (**JO N°56**).
- Fixation des listes des centres d'enseignements spécialisés pour enfants handicapés visuels et auditifs et des centres médico-pédagogiques pour les enfants inadaptés mentaux et handicapés moteurs (**JO N°56**).
- Fixation de la liste annexée au décret N°80-83 du 15 mars 1980 portant création, organisation et fonctionnement des foyers pour enfants assistés (**JO N°56**).
- Fixation des modalités d'application des dispositions relative à la protection et à la promotion des personnes handicapées (**JO N°70**).
- Attributions du ministre de la solidarité nationale (**JO N°77**).

- Organisation de l'administration centrale du ministère de la solidarité nationale (**JO N°77**).
- Organisation et fonctionnement de l'inspection générale du ministère de la solidarité nationale (**JO N°77**).
- Création d'une annexe du centre national de formation des personnels spécialisés des établissements pour handicapés à Biskra (wilaya de Biskra) (**JO N°47**).
- Classification des postes supérieurs des établissements "Diar Errahma" (**JO N°11**).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA SANTE, DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIERE

Il convient de citer les textes portants :

- Création, organisation et fonctionnement des établissements publics hospitaliers et des établissements publics de santé de proximité (**JO N°33**).
- Fixation de la liste des établissements hospitaliers spécialisés fixant les règles de création, d'organisation et de fonctionnement des établissements hospitaliers spécialisés (**JO N°43**).
- Création, organisation et fonctionnement de l'établissement hospitalier de Didouche Mourad, wilaya de Constantine (**JO N°44**).
- Organisation et fonctionnement des établissements hospitaliers privés (**JO N°67**).
- Fixation du cahier des conditions techniques à l'importation des produits pharmaceutiques destinés à la médecine humaine (**JO N°46**).
- Création, organisation et fonctionnement d'un point focal national relatif au règlement sanitaire international chargé des urgences de santé publique de portée internationale (**JO N°63**).
- Fixation du calendrier de vaccination obligatoire contre certaines maladies transmissibles (**JO N°75**).
- Fixation des programmes des concours sur épreuves pour l'accès aux corps et grades des praticiens médicaux spécialistes de santé publique (**JO N°51**).

- Organisation administrative du centre national de toxicologie (**JO N°20**).
- Organisation interne de l'école nationale de santé publique (**JO N°51**).

Secteur de la codification et de l'information juridique.

Durant l'année 2007, le secteur de la codification et de l'information juridique a réalisé les travaux suivants:

1/ Base de données juridiques :

Etat quantitatif des textes traités:

1.858

Répartis comme suit :

- Loi et ordonnance : 12
- Décret présidentiel : 1036 dont
 - 46 ratifications de conventions et accords internationaux,
 - 874 décisions individuelles,
 - 116 textes réglementaires.
- Décret exécutif : 277
- Arrêté interministériel : 142
- Arrêté ministériel : 354
- Décisions : 17
- Avis : 16
- Règlement : 01
- Proclamation : 03

2/ Codification :

a) travaux réalisés :

- Code civil,
- Code de commerce,
- Code de la famille,
- Code de la nationalité Algérienne,
- Code pénal,
- Code de procédure pénale,

- Code de l'organisation pénitentiaire et de la réinsertion sociale des détenus,
- Code de justice militaire,
- Code électoral,
- Code des collectivités territoriales,
- Code de l'investissement.

b) travaux en cours :

- Code de procédure civile,
- Code maritime,
- Code des douanes,
- Code des marchés publics.

3/ Recueils de textes :

- Mise à jour au 31/12/2007 du recueil des conventions et accords internationaux. (46 conventions pour l'année 2007).
- Recueil des textes législatifs relatifs aux infrastructures de base (en cours de finalisation).
- Code foncier (mise à jour).

CONCLUSION

Dans le cadre des missions et des attributions qui lui sont dévolues pour la mise en œuvre des réformes concrétisant les engagements du Président de la République, notamment la consolidation de l'Etat de droit, la consécration de la démocratie, le renforcement de la concorde civile et l'intégration de l'Algérie dans l'économie mondiale, le Secrétariat Général du Gouvernement veille aujourd'hui plus qu'auparavant, à renforcer son action en vue de l'adapter aux profondes mutations que connaît le pays dans les domaines de la pluralité politique, la libéralisation de l'économie et le réaménagement des structures socio-culturelles.

Devant toutes ces exigences, il convient de déployer davantage d'efforts pour renforcer les moyens humains et techniques du Secrétariat Général du Gouvernement à travers la modernisation et l'amélioration de son encadrement.

Ces efforts sont destinés à l'amélioration de ses capacités dans le traitement des données juridiques nécessaires à l'activité normative de l'Etat.